

Partie 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 35 13 – *Procédures de projet propres aux exigences en matière de sécurité du SCC*
- .2 Section 01 35 29.06 – *Santé et sécurité*

1.2 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

- .1 Durant la première année de travaux en 2022, seules les phases suivantes peuvent être réalisées selon le plan de phasage montré au plan C03 :
 - .1 Phase 1 : Construction et mise en fonctionnement du nouveau système d'éclairage;
 - .2 Phase 1.1: Construction du puits d'accès extérieur et conduit jusqu'à la clôture extérieure existante avant la phase 4;
 - .3 Phase 2 : Installation de la nouvelle fibre optique;
 - .4 Phase 3 : Démolition du système d'éclairage existant;
 - .5 Phase 4 : Construction d'une nouvelle clôture périmétrique extérieure sur les quatre faces.
- .2 Durant la deuxième année de travaux en 2023, les phases 1.2, 1.3 et 5 à 14 peuvent être réalisées selon le plan de phasage montré au plan C03.

1.3 ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Concevoir et construire des moyens temporaires d'accès au chantier, notamment des escaliers, des voies de circulation, des rampes ou des échelles ainsi que des échafaudages, distincts des ouvrages finis et conformes à la réglementation municipale, provinciale ou autre, et en assurer l'entretien.

1.4 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Effectuer les travaux en perturbant le moins possible l'utilisation normale des lieux. À cet égard, prendre les dispositions nécessaires avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux prescrits.
- .2 Maintenir en fonction les services publics existants et assurer l'accès au chantier au personnel et aux véhicules.
- .3 Lorsque la sécurité a été réduite en raison des travaux, prévoir d'autres moyens temporaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur les lieux.
- .4 Fournir des installations sanitaires et en assurer l'entretien. L'emplacement de ces installations doit être approuvé par le Représentant du Ministère.

1.5 EXIGENCES PARTICULIÈRES

- .1 S'assurer que les membres du personnel de l'Entrepreneur qui travaillent sur le chantier connaissent les règlements et les respectent, notamment les règlements sur la sécurité incendie, la circulation routière et la sécurité au travail tel que décrits à la section 01 35 29.06 – *Santé et sécurité*.
- .2 Les appareils cellulaires et appareils photo sont interdits sur le site des travaux, à l'exception du contremaître qui peut en posséder et en faire l'utilisation.

1.6 SÉCURITÉ

- .1 Prévoir des moyens temporaires pour maintenir la sécurité si celle-ci a été réduite en raison des travaux faisant l'objet du présent contrat.
- .2 Autorisations de sécurité :
 - .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité. Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.
 - .2 Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.
 - .3 Les ouvriers et membres du personnel seront contrôlés tous les jours, au début de la période de travail, et on leur remettra un laissez-passer qu'ils devront porter sur eux en tout temps et remettre à la fin de la période de travail, après le contrôle de sortie.
- .3 Escorte de sécurité :
 - .1 Les membres du personnel affectés aux présents travaux doivent être accompagnés d'un agent de sécurité lorsqu'ils exécutent des tâches dans des secteurs non publics pendant les heures normales de travail. Ils doivent l'être partout, en tout temps, après les heures normales de travail.
 - .2 Soumettre toute demande d'escorte au Représentant du Ministère au moins 14 jours d'avance. Dans le cas des demandes soumises dans les délais prescrits, le coût de l'escorte sera payé par le Représentant du Ministère. Dans le cas des demandes tardives, le coût sera imputé à l'Entrepreneur.
 - .3 Toute demande d'escorte peut être annulée sans frais si l'avis est donné au moins quatre heures avant le moment prévu. Si l'avis d'annulation est reçu trop tard, le coût de l'escorte sera imputé à l'Entrepreneur.
 - .4 Le coût sera calculé selon le taux horaire moyen d'un agent de sécurité, pour une période d'au moins huit heures dans le cas d'une demande tardive, et d'au moins quatre heures dans le cas d'un avis d'annulation donné trop tard.
- .4 Les véhicules personnels des travailleurs ne sont pas autorisés à circuler sur le périmètre de patrouille.

1.7 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Respecter les consignes d'interdiction de fumer. Il est interdit de fumer et de vapoter.

Partie 2 PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION